



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°23 – du 16 au 22 juin 2023

En bref

- Le Royaume-Uni perd six places et passe au 29^e rang du [classement](#) mondial de la compétitivité économique, établi par *l'International Institute for Management Development*. Les chefs d'entreprise ont déclaré que le pays était devenu plus bureaucratique, le gouvernement moins efficace et la main-d'œuvre moins productive.

- Les faillites d'entreprises [enregistrées](#) en Angleterre et au Pays de Galles ont bondi de 40 % entre mai 2022 et mai 2023.

- La dette publique britannique atteint 2 567 Md£ en mai 2023, soit

LE CHIFFRE À RETENIR

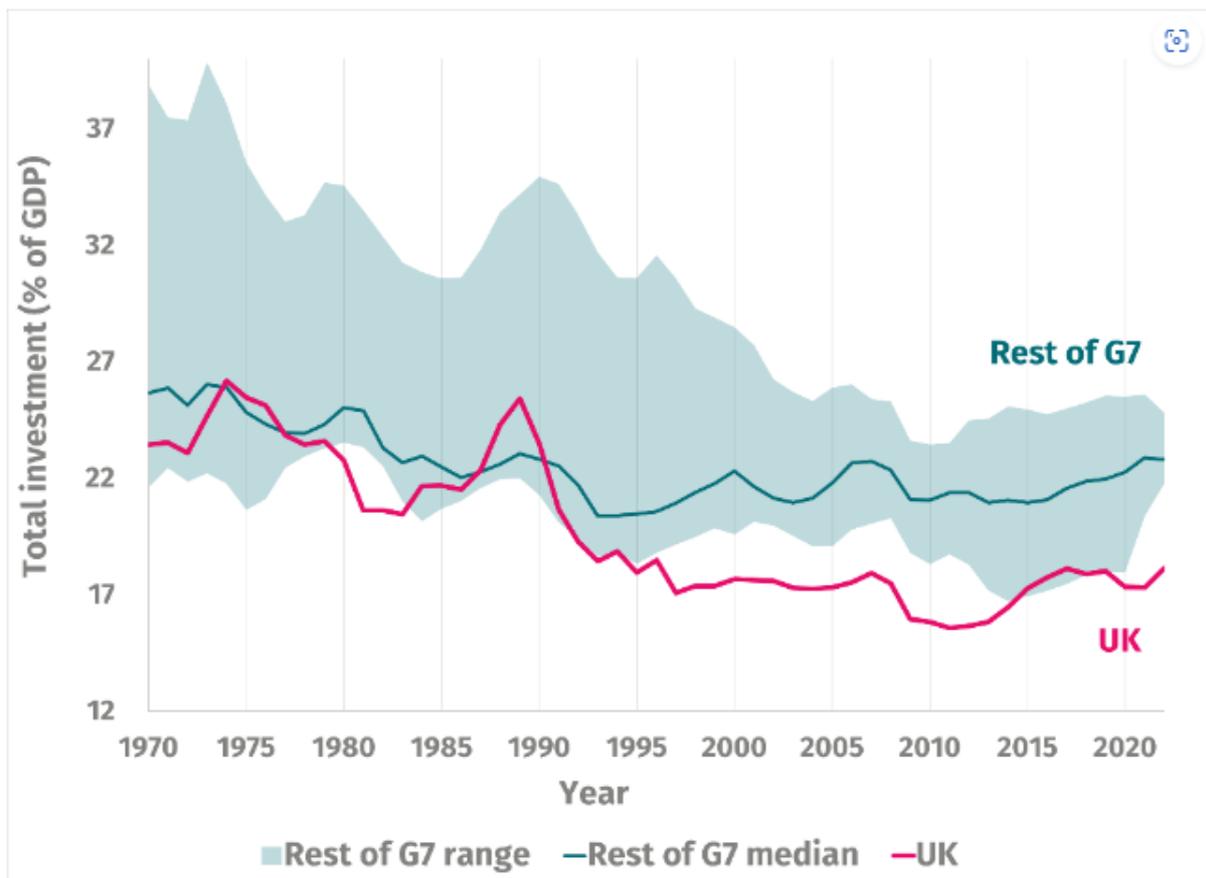
-24

L'indicateur GfK de confiance des consommateurs en juin, en hausse de 3 points sur un mois

100,1% du PIB pour la première fois depuis mars 1961.

- Plus de 200 entreprises sont condamnées collectivement à une amende de 7 M£ pour n'avoir pas respecté le salaire minimum légal.

Graphique de la semaine : Le Royaume-Uni aurait enregistré un sous-investissement de 560 Md£ sur 2006-2011



Clé de lecture : Selon des analyses de l'[Institute for Public Policy Research](#), si le Royaume-Uni avait conservé le niveau d'investissement privé de la médiane des pays du G7 entre 2006 et 2021, comme c'était le cas en 2005, il aurait investi 354,3 Md£ supplémentaires. Dans le même temps, si l'investissement public avait été au niveau de la moyenne des pays du G7, le secteur public aurait investi 208,4 Md£ supplémentaires.

Fait marquant : La [Banque d'Angleterre](#) relève son taux directeur de 50 pb, de 4,5% à 5,0%.

Dans sa décision prise le 22 juin, le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre reconnaît que « les effets de second tour sur les prix et les salaires générés par les chocs externes prendront probablement plus de temps à se résorber qu'ils n'en ont pris pour apparaître ». Les données récentes sur les prix et l'emploi ont surpris à la hausse indiquant une plus grande persistance de l'inflation, dans un contexte de marché du travail tendu et d'une résistance prolongée de la demande. Selon le Comité de politique monétaire, l'ampleur de ces surprises à la hausse suggère qu'une augmentation de 50 pb du taux d'intérêt était nécessaire lors de cette réunion, alors que les marchés s'attendaient à une augmentation plus limitée. Le CPM maintient son orientation actuelle: "If there were to be evidence of more persistent pressures, then further tightening in monetary policy would be required".

Actualité macro-économique

Alors que l'inflation totale se stabilise entre avril et mai 2023, l'inflation sous-jacente accélère à nouveau – Selon l'[ONS](#), l'inflation (IPC) s'établit à 8,7% en avril, comme le mois précédent alors qu'elle était attendue en baisse à 8,4% par le consensus des économistes et à 8,3% par la Banque d'Angleterre. Les hausses de prix observées dans certains secteurs compensent exactement les baisses de prix constatées dans l'alimentaire, le logement et le

transport; ceux-ci apportant des contributions en baisse de 0,07pt, 0,04pt et 0,03pt respectivement. Les secteurs dont les hausses de prix s'accroissent sont les loisirs, l'hôtellerie-restauration, la santé, la communication et l'habillement.

Actualité commerce & investissement

Le *Institute of Export & International Trade* (IOE&IT) établit une commission

sur le **e-commerce** – Composée des géants du commerce en ligne (*Amazon, Alibaba, eBay, Shopify*), cette commission agira comme un groupe consultatif auprès du ministère de l'économie et du commerce britannique (DBT) en présentant des recommandations pour aider les petites entreprises à bénéficier des opportunités du commerce électronique notamment par le biais des accords de libre-échange. Selon un [rapport](#) de la *Social Market Foundation*, un plus grand soutien et promotion du e-commerce pourrait permettre à plus de 70 000 petites entreprises britanniques d'exporter.

Le Royaume-Uni et l'ASEAN ont tenu leur deuxième dialogue annuel sur les normes et la conformité – Selon le [communiqué](#), cette réunion a permis de faire un point d'étape sur le projet de feuille de route pour l'harmonisation des normes en Indonésie soutenu par le gouvernement britannique (FCDO). Par ailleurs, les membres ont mis en lumière les diverses initiatives de coopération menées par la *British Standards Institution* avec les membres de l'ASEAN qui ont pour objectif de faciliter le commerce et promouvoir la protection des consommateurs.

Le Royaume-Uni et l'Inde ont conclu le 10^{ème} cycle des négociations commerciales début juin – Le [communiqué](#) de presse ne précise pas les sujets abordés pendant ce cycle. Par ailleurs, en mai dernier, le négociateur en chef britannique a été [nommé](#) Trade Commissioner pour l'Asie du Sud et haut-commissaire adjoint pour l'Inde de

l'Ouest, ce qui aurait pu affecter la dynamique des négociations selon plusieurs observateurs.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La Banque d'Angleterre (BoE) a [avert](#) les groupes d'assurance sur les risques de dépendance aux réassureurs pour couvrir les engagements de retraites des entreprises – Selon l'institution, cela pourrait créer une vulnérabilité et freiner l'investissement domestique. L'augmentation des taux d'intérêt a stimulé le dispositif par lequel un régime de retraite achète une police d'assurance pour garantir les pensions et prestations futures de ses affiliés (dit « *bulk annuity market* ») avec un transfert record de prestations aux assureurs attendu cette année. Cependant, certains assureurs utilisent la "réassurance financée" -transfert d'une partie des engagements de retraite à des réassureurs spécialisés, ce qui comporte des risques si les réassureurs font faillite. La BoE a averti notamment du risque posé par l'utilisation systémique de ce mécanisme par les assureurs pour faire porter les risques sur les réassureurs. Le régulateur envisage des mesures supplémentaires pour protéger la solidité du secteur.

La BoE, en collaboration avec l'industrie des paiements, a [migré](#) avec succès le système britannique de paiements CHAPS vers la norme ISO 20022, standard de paiement le plus récent – Cela marque une étape importante dans le programme de renouvellement du service de règlement brut en temps réel (RTGS) des banques, visant à accroître la résilience, la concurrence et l'innovation dans l'écosystème des paiements. La norme ISO 20022 permet l'envoi de plus de données lors de paiements, favorisant une meilleure harmonisation mondiale. De nombreuses juridictions prévoient également de mettre en œuvre cette norme d'ici 2025. Cette modernisation fait partie du plan de renouvellement du RTGS de la BoE qui se poursuivra avec l'introduction de la nouvelle infrastructure de règlement prévue pour l'été 2024.

La directrice exécutive de la Financial Ombudsman Service (FOS) cherche à [calmer](#) les inquiétudes de l'industrie financière concernant les réformes de protection des consommateurs (dite « *Consumer Duty* ») – Les nouvelles règles entrent en vigueur le 31 juillet et visent à garantir que les entreprises financières agissent équitablement envers leurs clients. Certaines personnes de l'industrie craignent que cela ne conduise à une vague de pénalités pour de petites erreurs involontaires. La FOS a assuré que le médiateur financier n'a pas l'intention de traiter un grand nombre de cas infondés. Elle estime que les nouvelles règles encourageront les entreprises à mieux prendre en compte

leurs clients et espère réduire le nombre de plaintes, tout en soulignant que nombre de pratiques observées actuellement semblent déjà en adéquation avec l'esprit de ces nouvelles règles.

Le [rapport](#) de la British Business Bank (BBB) sur le financement externe des PME montre une nette baisse dans le financement en fonds propres – Les investissements en actions dans les petites entreprises britanniques ont diminué de 11 % en 2022 en raison de la détérioration des conditions du marché au second semestre de l'année. Le nombre de transactions a baissé de 7 %, pour atteindre environ 2 700, et la valeur totale des investissements a chuté de 11 %, pour s'établir à 16,7 Mds£. Les spin-offs universitaires ont levé le montant le plus élevé de financement en actions jamais enregistré, représentant 12 % de tous les investissements en actions au Royaume-Uni. La tendance à la baisse s'est poursuivie au cours des trois premiers mois de 2023, avec une chute de 28 % des investissements par rapport au dernier trimestre de 2022. Cependant, malgré la baisse des investissements en actions dans l'ensemble, le secteur de la cleantech a connu une augmentation de plus de 50 %, atteignant 900 M£. La BBB reste plus encline à soutenir les entreprises technologiques et les spin-offs universitaires, avec 48 % des transactions soutenues par la banque dans le secteur de la technologie.

La BoE a **lancé** son premier exercice de scénario exploratoire global afin de comprendre les comportements des banques et des institutions financières non bancaires dans un contexte de stress fort – Ce test explorera comment leurs comportements peuvent interagir pour amplifier les chocs sur les marchés financiers britanniques. Les participants à cet exercice comprendront de grandes banques, des assureurs, des contreparties centrales et divers fonds (fonds de pension, fonds spéculatifs et fonds gérés par des gestionnaires d'actifs). Cet exercice n'est pas un test de résilience des entreprises individuelles participantes. Les documents publiés ne fourniront pas d'informations sur des entreprises individuelles. Les marchés ciblés par l'exercice incluent le marché des bons du Trésor, le marché des pensions (« repo ») sur bons du Trésor, le marché des obligations d'entreprises en livres sterling et les marchés dérivés associés.

Lee Foulger, du département de la stabilité financière de la BoE, a prononcé un **discours** concernant les efforts nationaux et internationaux pour remédier aux vulnérabilités au niveau des institutions financières non bancaires (NBFI) – Il a mentionné les propositions de politique du FSB (Conseil de stabilité financière) sur les fonds monétaires (MMF) et l'évaluation des recommandations existantes du FSB et de l'OICV (Organisation internationale des commissions de valeurs). Il a notamment souligné l'importance de la mise en œuvre des réformes convenues

au niveau international par les juridictions individuelles. Les risques liés à l'effet de levier dans le secteur NBFI ont été abordés. Le discours explique comment les vulnérabilités peuvent se manifester par le biais des marchés et des contreparties, et souligne la nécessité de meilleures données et d'une surveillance plus efficace pour identifier l'accumulation de positions d'endettements.

2 Banques et assurances

Le taux d'intérêt des mortgages à 2 ans a dépassé 6% – En raison des dynamiques inflationnistes persistantes, les marchés anticipent désormais davantage de remontée des taux de la BoE. Selon le fournisseur de données Moneyfacts, le coût moyen d'un contrat de prêt à taux fixe sur deux ans est passé de 5,98 % vendredi à 6,01 % lundi. Le coût d'un crédit immobilier sur cinq ans est passé de 5,62 % à 5,67 %. Les taux des prêts hypothécaires pour l'investissement locatif ont augmenté encore plus rapidement, avec un taux fixe moyen de deux ans passant de 6,21 % vendredi à 6,3 % lundi, selon Moneyfacts. Malgré la pression croissante, le Premier ministre a refusé d'apporter une aide spécifique aux ménages en difficulté. Le gouvernement aurait, selon le FT, demandé aux banques d'accompagner les ménages en difficulté dans cette période, notamment en facilitant des aménagements d'échéancier dans certains cas.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr